

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 12 septembre 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**39 2015.RRGR.1127 Motion 294-2015 PS-JS-PSA (Zybach, Spiez)
Suicide assisté: simplifier la procédure de constatation du décès**

N° de l'intervention: 294-2015
Type d'intervention: Motion
N° d'affaire: 2015.RRGR.1127
Déposée le: 18.11.2015
Déposée par: PS-JS-PSA (Zybach, Spiez)
(porte-parole)
Cosignataires: 25
N° d'ACE: 561/2016 du 11 mai 2016
Direction: JCE

Suicide assisté: simplifier la procédure de constatation du décès

Le Conseil-exécutif est chargé de simplifier les procédures de constatation du décès après un suicide assisté.

Développement :

Outre le suicide assisté, il existe d'autres moyens, comme les soins palliatifs, de mourir sans souffrance et dans la dignité. Dans le cas du suicide assisté, les formalités faisant suite au décès devraient être réglées le plus simplement possible.

Le suicide assisté consiste à aider la personne à mettre fin à ses jours. C'est en général la seule issue après une longue maladie, quand la vie n'est plus supportable. 44 pour cent des personnes qui ont demandé le suicide assisté souffraient d'un cancer, 14 pour cent d'une maladie neurodégénérative, 9 pour cent d'une maladie cardio-vasculaire, 6 pour cent d'une maladie de l'appareil locomoteur, 3 pour cent d'une dépression, 0,3 pour cent de démence, le pourcentage restant du syndrome douloureux chronique, de multimorbidité et d'autres maladies. Le nombre annuel de suicides est constant en Suisse depuis des années, mais il va augmenter à l'avenir du fait du vieillissement de la population (Source : Office fédéral de la statistique, 27 mars 2012).

Le suicide assisté n'est pas réglementé dans notre pays.

Dans le canton de Zurich, après un suicide assisté, la personne qui a prêté assistance prévient le ministère public, la police et la médecine légale, qui délèguent chacun une personne pour constater le décès. Dans le canton de Berne, ce sont jusqu'à huit personnes qui interviennent ; le décès doit impérativement être constaté par un médecin.

Pour les parents et les proches, le suicide assisté est un épisode très douloureux. Les formalités devraient donc être aussi simples et aussi dignes que possible. Il faut éviter toute bureaucratie inutile.

Réponse du Conseil-exécutif

Cadre légal et tâches des organes cantonaux en cas de suicide assisté

En cas de suicide, c'est tout d'abord l'article 253 du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (CPP) qui s'applique. Selon cet article, si le décès n'est pas dû à une cause naturelle, le ministère public ordonne un premier examen du cadavre par un médecin légiste afin de déterminer les causes de la mort ou d'identifier le défunt. Dans le canton de Berne, il existe des directives internes à cet égard aussi bien pour le Ministère public que pour la police (manuel du Ministère public bernois d'une part et guide de la police judiciaire d'autre part).

Si le décès extraordinaire est dû à un suicide assisté, il convient de réunir des preuves suffisantes pour exclure que l'organisation d'assistance au suicide ou, le cas échéant, les autres

personnes ayant prêté assistance sont punissables en vertu de l'article 115 CP (ou pour un autre motif).

Dans le canton de Berne, le suicide assisté est en principe assimilé aux autres suicides : outre l'examen du cadavre par un médecin légiste (médecine légale), il est procédé à un relevé de traces (Service d'identité judiciaire, SIJ) ainsi qu'à une analyse de la situation (police en uniforme ou police de sûreté). Certains cas requièrent aussi l'intervention du service de garde du Ministère public. Selon les directives internes de ce dernier, celui-ci peut décider s'il souhaite intervenir ou non dans les cas où il est clair qu'il s'agit d'un suicide assisté. Ainsi, après un tel suicide, les intervenants sont en règle générale au nombre de trois.

Changement de pratique concernant le certificat de décès et l'examen du cadavre

Jusqu'à récemment, le *certificat médical de décès* était établi par un médecin indépendant de la médecine légale (médecin de famille, médecin urgentiste, etc.), et ce aussi dans le cas d'un suicide assisté. Cela posait problème, étant donné que le médecin ne pouvait souvent pas venir immédiatement en raison de ses autres obligations, ce qui provoquait des retards dans la procédure. A la fin de 2015, le Parquet général a décidé de modifier la pratique : désormais, les médecins légistes de l'Institut de médecine légale (IML) de l'Université de Berne, qui sont sollicités en premier lieu pour *l'examen du cadavre*, sont également habilités à délivrer le certificat médical de décès. Ce changement de pratique, introduit en dépit des doutes exprimés par l'ILM, permet de simplifier la procédure et a été salué par la principale organisation d'assistance au suicide en Suisse, EXIT. Il convient par ailleurs de relever que, dans le canton de Zurich aussi, c'est l'examen du cadavre qui permet de déterminer la cause du décès : contrairement à ce que laisse entendre la motion, les informations fournies par la personne qui a prêté assistance ne sont pas suffisantes.

A l'heure actuelle, la Police cantonale examine si le nombre de ses collaborateurs qui sont présents sur place après un décès relevant de l'assistance au suicide peut être réduit sans que la qualité du travail diminue.

Evaluation et proposition du Conseil-exécutif

La police enquête sur des infractions de sa propre initiative, sur dénonciation de particuliers ou d'autorités ainsi que sur mandat du ministère public ; dans ce cadre, elle est soumise à la surveillance et aux instructions du *ministère public* (art. 15, al. 2 CPP). Le ministère public est responsable de l'exercice uniforme de l'action publique. Il lui incombe de conduire la procédure préliminaire, de poursuivre les infractions dans le cadre de l'instruction et, le cas échéant de dresser l'acte d'accusation et de soutenir l'accusation (art. 16, al. 1 et 2 CPP). Vu le principe de la séparation des pouvoirs, les autorités judiciaires et le Ministère public sont indépendants dans l'exercice de leurs compétences juridictionnelles et dans la poursuite pénale (art. 4, al. 1 de la loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public [LOJM ; RSB 161.1]). La Cour suprême, le Tribunal administratif, le Parquet général et la Direction de la magistrature sont placés sous la haute surveillance du Grand Conseil (art. 13, al. 1 LOJM).

Le Conseil-exécutif n'a par conséquent pas autorité pour donner des instructions au Ministère public quant à la manière de procéder dans le cas d'un suicide assisté. C'est la raison pour laquelle il ne peut pas répondre sur le fond à la présente motion. C'est la *Direction de la magistrature* qui est compétente en la matière, en tant qu'organe commun de la Cour suprême, du Tribunal administratif et du Parquet général (art. 17 LOJM). Lorsque des interventions parlementaires traitent de questions opérationnelles relevant du domaine de la justice, elles doivent être adressées à la Direction de la magistrature ; il convient de relever à cet égard que seul un *postulat* – et non une motion – peut charger la Direction de la magistrature d'étudier si un acte législatif ou un arrêté doivent être élaborés, une mesure prise ou un rapport rédigé et de soumettre une proposition au Grand Conseil à ce sujet (art. 65 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil [LGC ; RSB 151.21]).

C'est pourquoi le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter la présente motion sous la forme d'un *postulat* adressé à la Direction de la magistrature.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir fahren weiter mit Traktandum 39. Der Regierungsrat wäre bereit, das Geschäft als Postulat anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte. Die Motionärin, Grossrätin Zybach, hat das Wort.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Geben wir dem Lebensende die gleich grosse Bedeutung wie dem Lebensstart. Geben wir dem Lebensende vielleicht noch die grössere Bedeutung, und zwar nicht erst beim Sterben, sondern viel früher. In der heutigen Zeit, in der wir medizinisch so viel wissen und so viel können, braucht es möglichst früh nicht nur eine oder mehrere Diagnosen, sondern wohl auch Palliative Care. Es braucht Überlegungen, es braucht Entscheidungen, wie und was je nach Diagnose in den nächsten Jahren, Monaten oder Tagen gemacht werden kann, gemacht werden soll. Ich weiss nicht, ob Sie das wissen: Hier in Bern haben wir ein Privileg, wir haben Professor Eichmüller im universitären Zentrum Palliative Care am Inselspital, der das entsprechende Fachwissen hat. Im Zentrum der Überlegungen steht nämlich die Selbstbestimmung am Lebensende. Eine der möglichen Entscheidungen ist Suizidbeihilfe. Dies ist kein einfacher Entscheid, und es braucht diverse Abklärungen und Gespräche, bis man so weit ist und einen Termin dafür festlegen kann. Für die Person, die ihrem Leben auf diese Weise ein Ende setzen will, und auch für die nächsten Angehörigen und Freunde ist es keineswegs eine einfache Entscheidung und noch viel weniger ein einfacher Weg. Das Sterben eines Menschen ist ein besonderer Moment, und den soll man nicht mit unnötigen Abklärungen und Bürokratie stören.

Ich bedanke mich für die Antwort auf die Motion, die wir am 18. November des letzten Jahres eingereicht hatten. Ich habe mich gefreut, dass die Generalstaatsanwaltschaft schon zu Beginn dieses Jahres Änderungen vorgenommen hat und dass die Kantonspolizei prüft, ob die Anzahl der Personen, die nach der Suizidbeihilfe vor Ort sind, nicht reduziert werden könnte. Ich hoffe sehr, diese Prüfung werde schon bald ergeben, dass man das kann. Ich wandle die Motion «Weniger Bürokratie – Würdiger Ablauf nach Suizidbeihilfe» in ein Postulat. Dies nicht weil ich den Eindruck habe, dass es reichen würde, wenn man es prüfen würde, sondern weil aufgrund der Gewaltenteilung klar ist, dass der Grosse Rat der Justizleitung keine Aufträge erteilen kann. In dem Sinn bitte ich um die Überweisung des Postulats.

Le président. Die Motion wurde in ein Postulat gewandelt. Wird dieses bestritten? – Das ist der Fall. Wir fahren weiter mit der Debatte.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le groupe PEV est absolument contre l'adoption de ce texte, que ce soit comme postulat ou comme motion. Nous avons bien compris qu'il ne s'agit pas ici de se prononcer pour ou contre le suicide assisté, mais c'est bien la procédure du constat de décès qui nous occupe, même si l'on voit dans ce texte une volonté à peine voilée de normaliser, pour ne pas dire de faciliter, le suicide assisté qui veut que l'on aide une personne à mettre fin à ses jours. Pour le parti évangélique, il y a d'autres issues possibles à la maladie ou à la fatigue de vivre. Mais je reviens à la question du constat du décès. Comme le Conseil-exécutif, nous affirmons que cet acte, même assisté par une tierce personne est un suicide, et est donc aux yeux de la justice un décès extraordinaire. Il convient de réunir toutes les preuves pour exclure tout acte punissable, comme si l'on est en présence d'un décès par pendaison, d'une noyade, d'une chute mortelle ou, ne sais-je, d'un accident de chasse. Jusqu'à nouvel avis, l'examen du cadavre reste primordial pour déterminer la cause du décès et les enquêteurs ne peuvent pas se contenter des déclarations des personnes présentes. Ni nous, en tant que parlement, ni le Conseil-exécutif lui-même ne sont compétents pour donner au Ministère public des instructions quant à la manière de procéder en présence d'un suicide assisté. Je relève ici que des changements sont déjà intervenus en 2015 à la demande du Parquet général. La Police cantonale nous a confirmé aussi aujourd'hui, lors du repas de midi, qu'elle cherche à limiter le nombre de ses collaborateurs présents sur place après un décès relevant de l'assistance au suicide et qu'ils cherchent aussi à réduire leur présence sans diminuer la qualité du travail. Je vous prie donc, au nom du groupe PEV, de rejeter purement et simplement ce texte du parti socialiste.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die grüne Fraktion unterstützt das Postulat. Wir

erachten es als sinnvoll, dass der Regierungsrat abklärt, wie das Verfahren nach assistiertem Suizid vereinfacht werden kann und wie man die Anzahl der involvierten Personen für die notwendigen Untersuchungen reduzieren kann. Das verlangt aus unserer Sicht die Menschenwürde, die sich auch auf die Abläufe nach dem Lebensende erstreckt.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Der Regierungsrat empfiehlt, das Geschäft in ein Postulat zu wandeln, da die parlamentarischen Vorstösse bezüglich operativer Fragestellungen nicht in der Zuständigkeit dieses Rats liegen und nur mittels Postulat beantwortet werden können. Nachdem dies erfolgt ist, kann ich vorwegnehmen, dass ein grosser Teil unserer Fraktion das Postulat unterstützen wird.

Erlauben Sie mir trotzdem einige inhaltliche Bemerkungen zum Vorstoss. Grundsätzlich ist weniger Bürokratie immer erwünscht, aber nur dort, wo es sinnvoll ist. Beim Anliegen des assistierten Selbstmords kann dieses Bedürfnis sehr gut nachvollzogen werden. Die Gemütslage, in der sich die Betroffenen befinden, ist einerseits schwer zu ertragen, gleichzeitig kann der eintretende Tod entlastend sein. Dies vor allem, weil er von der sterbenden Person gewünscht ist. Genau in dieser Situation werden bürokratische Massnahmen als unangenehm und unnötig empfunden. Deshalb drängt sich durchaus die Frage auf, warum beim Suizid die Prozesse für die Todesfallbescheinigung und -bestätigung so aufwendig sein müssen. Die Antwort liegt auf der Hand, auch wenn sie teilweise unverständlich ist. Der assistierte Suizid gilt gemäss schweizerischer Strafgesetzverordnung als unnatürlicher Tod oder wird, anders gesagt, als aussergewöhnlicher Todesfall (AGT) bezeichnet. Tritt ein solches Ereignis ein, muss dies zum Schutz aller Beteiligten – der Sterbehelfer und der Institutionen, wo das Ereignis stattfindet – ausgeschlossen werden können. Es reicht nicht, wenn ein Sterbehelfer den Tod bestätigt, selbst wenn er das könnte, denn mit der Todesbestätigung ist die Todesursache noch nicht geklärt. Die Todesbescheinigung und die Klärung der Todesursache sind ärztliche Kompetenz und werden beim AGT in der Regel durch den Rechtsmediziner vorgenommen. Daneben muss eine Spurensicherung durchgeführt werden, welche die Todesursache kriminaltechnisch bestätigt oder andere Ursachen ausschliesst. Um dieses Anliegen zu erfüllen, ist ein gewisses Mass an Ressourcen notwendig. Daher kommt es vor, dass beim AGT mehrere Personen anwesend sind. Meine berufliche Erfahrung ist die, dass es in der Regel nicht acht Personen sind, sondern drei oder vier. Die BDP unterstützt das Postulat. Damit können die Prüfung und die Vereinfachung des Verfahrens überhaupt ermöglicht werden. Erst dann können wir den Sachverhalt inhaltlich diskutieren.

Le président. Ich möchte präzisieren: Der Regierungsrat hat in seiner Antwort geschrieben, dass er diesen Vorstoss der Justizleitung als Motion nicht übergeben darf. Das Postulat hingegen darf er zur Beantwortung an die Justizleitung weitergeben. Die Annahme als Postulat seitens des Regierungsrats bedeutet, dass der Vorstoss anschliessend an die Justizleitung übergeht.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Es gibt verschiedene Formen von Missbrauch. Ich möchte hier vom Missbrauch der Sprache reden. Die vorliegende Motion will uns die Begriffe «Suizid» und «Würde» als harmonisches Paar anpreisen. Sicher steckt da keine boshafte Absicht dahinter. Sie zeigt uns aber eine bedenkliche Entwicklung unserer Gesellschaft auf. Leben wird weggeworfen, sobald es nicht mehr den Idealen unserer «Fit-for-Fun»-Gesellschaft entspricht, und damit unser Harmoniebedürfnis nicht brüskiert wird, wird der Selbstmord – und das ist der korrekte Ausdruck – mit vermeintlicher Würde parfümiert. Der sogenannte würdige Ablauf nach Suizidbeihilfe ist ein Feigenblatt, das die Blösse einer Verzweiflungstat zudecken will. Werte Kolleginnen und Kollegen, Suizid und Würde gehen nicht zusammen, auch wenn wir uns das noch so sehr wünschen. Man kann Suizid rechtfertigen: durch schlimme Krankheiten, durch den drohenden Autonomieverlust, durch Krankheit und Alter oder ganz einfach durch die breite Akzeptanz in unserer Gesellschaft. Ausgerechnet die EDU hat im Kanton Zürich durch eine Initiative, die mit mehr als 80 Prozent der Stimmen bachab geschickt wurde, der Suizidbeihilfe zur gesellschaftspolitischen Legitimität verholfen. Ja, man kann die Suizidbeihilfe gesetzlich legitimieren und regulieren. Und, wie in den meisten Lebensrechtsfragen üblich, kommen nachher die Medizinethiker und geben ihren Segen dazu. Das kann man alles machen. Aber Würde verleihen, liebe Männer und Frauen: Das geht nicht. Auch die EDU-Fraktion ist für den Abbau von Bürokratie mit Augenmass und in Einklang mit dem gesunden Menschenverstand. Als Notfallarzt habe ich selbst nie erlebt, dass, wie von der Motionärin behauptet, acht Personen an einem Tatort erschienen. Hingegen ist es eine ganz bedenkliche Entwicklung, dass Suizide aus nicht streng medizinischen Gründen zunehmen. Neben

psychisch Kranken beanspruchen vermehrt Ehepaare, welche die Last des Altwerdens nicht mehr ertragen, die assistierte – sprich: erleichterte – Selbsttötung. Zurück bleiben verunsicherte oder gar traumatisierte Angehörige. Das Schlimmste ist – und das möchte ich betonen –, dass damit ein Zeichen für die nachfolgende Generation gesetzt wird: Man wirft das Leben weg, wenn es nicht mehr in den ursprünglichen Lebensentwurf passt. In einem Land mit einer der höchsten Suizidraten unter Jugendlichen sollte uns das zu denken geben. Ich appelliere hier auch an Ihr Gewissen. Die EDU-Fraktion setzt ein Gegenzeichen und lehnt auch das Postulat einstimmig ab.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). In unserer Fraktion haben wir intensiv über diesen Vorstoss diskutiert. Wir diskutierten jedoch nicht über Suizidbeihilfe, sondern nur über den administrativen Ablauf. Wir können die Argumente der Initianten sehr gut nachvollziehen. Die SVP-Fraktion ist einstimmig für Annahme als Postulat.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Auch die FDP-Fraktion ist einstimmig für die Überweisung dieses Vorstosses als Postulat zuhanden der Justizleitung. Wir weisen insbesondere auf den zweiten Absatz der regierungsrätlichen Antwort hin, in dem richtigerweise aufgezeigt wird, dass es in jedem Fall eines Suizids durch Beihilfe im Interesse namentlich der Organisationen und Personen, die daran beteiligt sind, unabdingbar ist, dass die näheren Umstände mit aller Klarheit ermittelt werden. Damit soll vermieden werden, dass nachher ungerechtfertigte Vorwürfe aufkommen oder im Raum stehen bleiben. Das scheint uns sehr wichtig. Auf der anderen Seite ist ebenso klar, dass das Vorgehen der Strafjustizbehörden mit sehr viel Subtilität und Fingerspitzengefühl an die Hand genommen werden muss. Das ist auch der Grund, weshalb wir mit der Überweisung als Postulat einverstanden sind. Das Verfahren kann man zweifellos noch weiter optimieren. Deshalb bitten wir um Überweisung als Postulat.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt dem Rat ebenfalls, dem Vorstoss in der Form eines Postulats zuzustimmen. Ich möchte mich nun an einem Referat orientieren, das ich kürzlich gehört habe, nämlich demjenigen von Daniel Beutler. Ich konnte beim Zuhören nur den Kopf schütteln. Es ist etwa eineinhalb Jahre her, dass ich den Bescheid erhielt, dass ein sehr guter Kollege von uns an der ALS-Krankheit erkrankt war. Daniel Beutler als Arzt muss ich nicht erklären, was ALS bedeutet. Sie ist nicht heilbar, sondern tödlich. Lediglich der Krankheitsverlauf kann länger oder weniger lange dauern. Unser Kollege starb rund ein halbes Jahr später mit absoluter Würde, Daniel Beutler, und ging kurz vor Weihnachten in den Tod. Er hat genau gewusst, was er macht, und er hat genau gewusst, was er will. Er bezog seine Familie ein. Die ganzen Personenkreise, die mit dem Vorstoss reduziert werden sollen, waren anwesend. Und wenn Daniel Beutler mir hier sagen will, dass Würde und dieser Vorstoss nicht miteinander in Einklang zu bringen seien, dann hat dieser Fall wenigstens mir bewiesen, dass dies sehr gut möglich ist. Der Pfarrer hat bei der Abdankung gesagt, er habe diesen Menschen besucht in der Absicht, ihn zu bekehren und ihn davon abzuhalten, weil er das als Theologe nicht befürworte. Er sei jedoch beeindruckt gewesen, in welcher Klarheit dieser Mensch ihm gesagt habe, nun sei es genug. Er wisse, was ihn erwarte, und das wolle er nicht. Und das, lieber Daniel Beutler, ist Würde. Und das, was du mir vorhin vordozieren wolltest, hat mit dem, wie ich es wahrgenommen habe, nichts bis gar nichts zu tun.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Eigentlich wollte sich die glp gar nicht äussern, denn für uns ist ziemlich klar, dass wir einstimmig so unterwegs sein werden wie die Regierung. Doch dann kam Grossrat Beutler ans Mikrofon und hat angefangen, über Würde zu diskutieren. Da hat es mir allmählich in den Ohren zu läuten begonnen, und ich hatte das Gefühl, ich müsse dennoch etwas sagen, und zwar Folgendes: Was genau ist Würde? Nach sechs Jahren Philosophiestudium kann ich Ihnen eine einfache Antwort geben: Ich weiss es immer noch nicht, aber ich habe zumindest eine eigene Vorstellung davon. Das ist das Gute, und deshalb sind wir zum Diskutieren hier. Es gibt jedoch auch Zahlen dazu. Eine Zahl ist zum Beispiel 3,5: Die Suizidrate bei jugendlichen Homosexuellen ist dreieinhalb Mal so hoch wie bei den andern Jugendlichen. Und weshalb? Weil wir genau eine Gesellschaft haben, die moralische Konnotationen so setzt, dass man nicht frei und selbstbestimmt unterwegs sein kann. Und weisst du, warum, Daniel Beutler? Es sind die Kreise, denen du angehörst. Würde ist, wenn man über Selbstbestimmung verfügt und wenn jeder selbst definieren kann, wie er ist. Das ist meine ganz persönliche Ansicht. Deshalb konnte ich diese Worte so nicht stehenlassen.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Peter Siegenthaler, ich habe das Gefühl, du habest nicht zugehört. Ich habe gesagt, man könne es durch schlimme Krankheiten rechtfertigen. ALS ist eine der allerschlimmsten Krankheiten, die ich niemandem wünsche, auch meinem schlimmsten Feind nicht. Und Michel Rudin: Ich bin erstaunt über den Ton, in dem du sprichst. Wir führten im TeleBilingue zusammen eine faire Diskussion zu Fragen der Homosexualität. Mein erster Satz war: «Es tut mir leid für alles, was gerade kirchliche Kreise euch angetan haben. Es tut mir leid, was euch noch heutzutage angetan wird.» Es ist schade, dass du das nicht notierst. Aber auf der anderen Seite zeigt es mir auch, dass sechs oder sieben Jahre Philosophiestudium nicht reichen, um zu wissen, was Würde wirklich ist. Da muss jeder von uns in sich gehen und für sich herausfinden, was Würde ist.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Aujourd'hui je crains d'être un peu un mouton noir dans mon groupe, mais je tiens néanmoins à m'exprimer sur ce sujet. Dans le cas ordinaire, toute intervention politique qui vise à réduire les procédures administratives et bureaucratiques rencontre ma totale adhésion. Dans le cas d'espèce, je ne soutiendrai toutefois pas l'intervention parlementaire dont nous débattons. La Suisse est un des rares pays d'Europe qui accepte le suicide assisté, cela provoque d'ailleurs un tourisme de la mort qui ne semble connaître aucun fléchissement malgré le franc fort. Au travers de son intervention, et probablement même sans le vouloir, notre collègue concourt indirectement à faciliter encore davantage une pratique qui selon Jean-Paul II relève de la culture de la mort. Or, comme plusieurs d'entre vous, j'accorde une grande importance à la protection de la vie humaine. Pour cette raison, je ne m'associerai jamais à une mesure qui affaiblit, même implicitement, les barrières qui protègent la vie humaine. Surtout en ces temps de relativisme éthique et de vieillissement de la population, il convient de tout mettre en œuvre pour préserver autant que faire se peut la vie humaine et sa sacralité. Finalement, l'expérience montre, et cela a été rappelé aujourd'hui, notamment par M. Gsteiger et par M. Beutler, la pratique actuelle tend à être extrêmement simplifiée, on y réfléchit déjà maintenant, selon les dires de la police elle-même. En conclusion, je rejeterai clairement cette intervention, même sous la forme d'un postulat.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Pro memoria: Der Regierungsrat klärt nichts. Das Anliegen ist im Einflussbereich der Justizleitung. Der Regierungsrat ist bereit, den Vorstoss in Form eines Postulats an die Justizleitung weiterzuleiten. Ich danke für das Wandeln.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Ich bedanke mich für die Diskussion. Es ist ein wichtiger Teil, nicht nur über den Anfang des Lebens zu sprechen, sondern sich auch zu überlegen, was nachher kommt. Im Zentrum steht wirklich die Selbstbestimmung. Ich habe am Anfang darauf hingewiesen, dass Palliative Care nicht erst in den letzten zwei Wochen, wenn man Schmerzen hat, kommen soll, sondern viel früher angedacht werden sollte – wie in dem Beispiel, das uns Peter Siegenthaler genannt hat: Dort hat man früh daran gedacht und überlegt und ging würdevoll dahinter. Es geht hier nicht um eine Diskussion für oder gegen assistierten Suizid, sondern darum, was geschieht, wenn man ihn vollzogen hat; darum, wie viel Bürokratie es braucht, wie viele Beamte vor Ort sein müssen und wie viele Fahrzeuge vor der Garage stehen sollen, die den Nachbarn zeigen, dass wohl etwas Merkwürdiges passiert ist. Wenn man dennoch die Zahlen betrachten will – sie sind im Postulat aufgeführt –, sieht man aufgrund der aktuellen Zahlen, die das BFS 2012 zusammengestellt hat, dass die Anzahl steigt. Es gibt immer mehr Leute, die das machen und die das brauchen. Das soll hier nicht gewertet sein. Es ist einfach einer der möglichen Wege. Jemand sagte, es brauche Fingerspitzengefühl. Genau das braucht es in solchen Situationen: Fingerspitzengefühl und Würde. Ich hoffe, dass der Rat das Postulat überweisen kann.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Wer das Postulat SP-JUSO-PSA annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

CONVERT_6c04395b382d45d0810eaa0c05dc655e

04.10.2016

Oui	120
Non	21
Abstentions	2

Le président. Der Rat hat das Postulat angenommen.